

## Pays les plus peuplés «Les choses vont changer»

Selon le Prof. Michael Omolewa, porte-parole du E9, s'il y a un chose qui soit sortie du forum de Dakar sur l'Éducation pour tous, et qui n'était pas accentuée il y a dix ans à Jomtien, c'est la participation.

"En venant à cette réunion, je m'attendais à un Jomtien bis, mais maintenant il est évident que les choses vont changer," a-t-il déclaré peu après l'adoption hier du Cadre d'Action de Dakar.

"Jomtien a été un échec colossal parce que les gens ont fait des promesses en l'air. Maintenant que nous sommes en train de recommencer à faire des promesses, nous disons qu'il ne faut pas qu'il y ait d'autres Jomtien," a déclaré Omolewa.

Selon lui, bien des choses sont clairement ressorties du Forum de Dakar. D'abord, la préparation du cadre d'action a été une activité participative qui s'est intensifiée lorsque les gouvernements, les organisations non-gouvernementales, les Nations Unies et les donateurs se sont réunis, et ont convenu de la voie à suivre.

Le caractère participatif des négociations a supprimé la distinction entre gouvernemental et non gouvernemental. "Il est possible que nous ne soyons pas d'accord sur le contenu du cadre, mais tout le monde reconnaît qu'il y a eu une négociation participative," a-t-il fait savoir au forum.

Pour les pays du E9, représentés par Omolewa, les plans pour l'après-Dakar sont en pleine préparation. Avec une vision et une stratégie nouvelles, la région est déterminée à assurer pour tous une éducation de qualité, faite pour le renforcement de ses populations et de ses communautés.

## Arabes La majorité a son mot à dire

Le forum mondial sur l'éducation qui a clôturé ses travaux vendredi à Dakar, peut constituer « un bon point de départ à condition que les pays développés écoutent la voix de la majorité du monde », a déclaré le Dr. H.K. BAHAELELDIN, ministre égyptien de l'éducation, porte-parole des pays arabes. « Le seul fait que les ministres de l'éducation du monde entier se réunissent à Dakar est très positif, parce que la rencontre a permis d'avoir une vision globale de l'éducation dans le monde et de dégager des perspectives d'avenir. Nous ne pouvons pas répéter ce que nous avons dit il y a dix ans à Jomtien où l'accent avait été mis sur l'acquisition des outils de base de l'éducation tel que la lecture et le calcul. Mais il faut reconnaître qu'en l'an 2000, celui qui est alphabétisé de cette manière aura beaucoup de difficultés à s'épanouir dans le monde du 3ème millénaire. Il est donc clair que les pays qui s'en tiennent seulement à la satisfaction des objectifs de Jomtien, seront marginalisés parce qu'aucun pays ne peut compétrer sans une éducation de qualité. Partant de ce principe, les pays arabes ont proposé que l'accent soit mis sur l'excellence pour tous parce que les produits de la haute technologie ne peuvent être utilisés que par des personnes ayant bénéficié d'une éducation de qualité.

Le porte-parole des pays arabes a appelé la communauté internationale à aider les pays en développement en allégeant le poids de la dette. Les pays du nord devront également accorder une aide financière et assister ceux du sud dans le domaine de l'acquisition des technologies. M. BAHAELELDIN a également interpellé les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), de même que les multinationales, leur demandant de contribuer à l'instauration d'une éducation de qualité. Les inégalités que nous connaissons nous mènent inévitablement vers un désastre si rien n'est fait, a conclu le ministre égyptien.

Omolewa soutient que le forum de Dakar sur l'Éducation a été un tournant pour le E9, dans lequel la méthodologie, la portée, le contenu et les objectifs de l'éducation ont changé. L'après Dakar doit être adapté aux besoins des peuples, et leur contenu renforcer leurs capacités pour obtenir des emplois rémunérés.

La région, qui représente neuf des pays les plus peuplés du monde – Égypte, Chine, Nigéria, Brésil, Bangladesh, Indonésie, Mexique, Pakistan et Inde, compte près de la moitié de la population analphabète mondiale.

Elle comprend également quelques-uns des pays les plus endettés du monde. "En raison de la surpopulation, ces pays souffrent énormément du chômage, de problèmes sanitaires et éducatifs," déclare Omolewa.

"Nous avons également écouté les donateurs qui prenaient des engagements. Tous sont en train de dire publiquement qu'ils devraient donner un peu plus", mais avertissent aussi les pays en déve-

loppement qu'ils ne doivent pas rester les bras croisés, mais se donner la main au sein de partenariats.

Pour lui, les enseignements tirés de la non réalisation des objectifs de Jomtien réduisent les risques de faire échouer les nouveaux objectifs fixés pour 2015, avec la nouvelle vision des efforts de la région pour éduquer ses populations qui forment près de la moitié de la population mondiale de six milliards d'êtres humains.

Toutefois, si la région veut réaliser l'objectif post-Dakar d'enseignement primaire pour tous, elle aura besoin d'une base solide pour ses réformes éducatives.

Peut-être que le résultat le plus important, comme l'a souligné le Prof. Omolewa, les gens eux-mêmes, les femmes et les enfants sur le terrain, étaient également là pour nous faire partager leurs expériences et leurs opinions sur le type d'éducation requis. "Après Dakar, plus personne ne sera comme avant."



## Avis et Commentaires

Les participants au Forum sur l'Éducation organisé à Dakar, du 26 au 28 avril, ont exprimé leur espoir d'œuvrer ensemble dans les quinze ans à venir pour la concrétisation de l'objectif de l'éducation pour tous (EPT).

**M. Koïchiro Matsuura**  
Directeur Général de l'UNESCO : Nous allons faire de notre mieux pour répondre à l'appel de Dakar en mettant en œuvre le cadre d'action que nous avons voté à l'unanimité, a déclaré, M. Koïchiro Matsuura. Il a dit que la tâche qui attendait la communauté internationale est ce propos était énorme mais qu'en travaillant en coopération il

y avait moyen de la réussir. A cette tâche, il a demandé à la presse de collaborer par des critiques constructives.

Le bilan des engagements pris par la communauté internationale, depuis cinquante ans, est loin des attentes. On doit cependant reconnaître que de grands efforts ont été faits dans le domaine de l'éducation notamment. En 1948, année de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, moins de la moitié des adultes seulement savaient lire ou écrire un petit texte simple dans une langue ou moins ; aujourd'hui 4 / 5 des adultes à travers le monde savent le faire.

**M. Tom Bediako**, porte-parole des organisations non gouvernementales (ONG) s'est dit prêt à dialoguer et à travailler avec les autres partenaires à l'œuvre éducative pour tous d'ici l'an 2015, même s'il a exprimé quelques inquiétudes quant à sa réalisation, notamment en ce qui concerne les mécanismes lourds de mobilisation des ressources.

**Mme Marie Minna**, Ministre de la coopération internationale du Canada et représentante des pays donateurs : il faut au monde une éducation égalitaire et d'équité à laquelle doivent contribuer les pays donateurs. Car pour elle, si l'engagement des pays donateurs est immense, la volonté de travailler est plutôt tournée vers des pays véritablement engagés à l'EPT.

Les donateurs se proposent de mettre l'accent sur des constellations de projets plutôt que des projets isolés, de privilégier l'éducation de la fille et du groupe ainsi que de l'enfance marginalisée, en coopérant avec la société civile et en réinventant les ressources, a indiqué Mme Minna.

**Mme Clare Short**, Secrétaire au développement international du Royaume Uni : L'Afrique et l'Asie risquent d'être laissées en rade par le mouvement de la mondialisation. C'est un devoir moral pour les pays du nord d'aider les plus faibles mais reconnaissons qu'il est difficile d'établir un partenariat pour financer la totalité des charges liées à l'éducation pour tous. Les pays en développement doivent fournir plus d'effort pour prouver qu'ils donnent, eux même, une importance à l'éducation de base. La proposition des Ong de mettre en place un fonds international de développement pour l'éducation de base est pernicieuse. Nous sommes convaincus que l'argent ne suffit pas pour réaliser l'objectif de l'éducation pour tous. La volonté politique est aussi nécessaire et la société civile, aux niveaux national et international, doit exercer une pression sur les gouvernements pour arriver à une réelle volonté politique. Il n'appartient pas à une instance comme le Forum sur l'éducation d'obliger les gouvernements à agir dans un sens ou dans un autre.

**Mme Laurence Marechal**, Coordinatrice Nationale du Forum des Éducatrices Africaines de Fawé Sénégal, s'est réjouie que les véritables décideurs de ce monde aient axé leur discours sur l'éducation des femmes et des jeunes filles. La plupart des 880 millions d'adultes analphabètes à travers le monde, sont des femmes, a insisté le Secrétaire général de l'Onu. Dans leur appel lancé aux Chefs d'état, aux Représentants des Agences des Nations Unies et aux décideurs du monde réunis à Dakar, les Petites Filles du Sénégal, solidaires de toutes les Petites Filles du monde, demandent seulement aux adultes de passer à l'action. Elles fustigent toutes les Conférences, Etudes, Plans d'Action et Programmes financés pour résoudre la problématique de l'Éducation de la Petite Filles.

**M. Mark Malloch Brown**, Administrateur du programme des Nations pour le développement a déclaré, vendredi, au cours d'une conférence de presse dans le cadre du Forum sur l'éducation que les parents constituent la base de l'action éducative de leurs enfants.

Une bonne éducation commence avec les parents qu'il faut mobiliser parce que ce sont eux qui connaissent les vraies priorités de leurs enfants, a indiqué M. Brown, précisant que c'est à cette tâche que s'emploie son organisation. Le PNUD, a-t-il fait savoir, travaille pour la mobilisation des parents afin qu'ils exigent une bonne éducation pour leurs enfants. Il a noté l'importance des ONG et de la société civile pour la mise sur pied de stratégies de sorties et de collectes de fonds.

En collaboration avec les parents, celles-ci exigeront des gouvernements les réformes nécessaires pour une éducation efficiente en quantité et en qualité, a dit l'administrateur du PNUD. Car pour lui, les réformes doivent venir en premier et céderont le pas aux vagues engagements de changement que donnaient jusqu'ici les pays demandeurs.



## Caraïbes «Le Forum n'a pas été assez interactif»



dix prochaines années afin de parvenir à l'éducation universelle aux environs de 2010.

Il s'est réjoui du fait que depuis Jomtien, un vent de volonté politique souffle sur le secteur de l'éducation qui bénéficie également d'un climat social plus propice à son épanouissement.

"Le forum de Dakar a été très utile dans la mesure où il a démontré qu'un consensus international sur l'éducation pouvait être atteint. La rencontre pouvait cependant être plus interactive, moins formel et donner plus de place au dialogue," selon le ministre jamaïcain de l'éducation et de la culture, porte parole du groupe des Etats des Caraïbes, M. Burchell A. WHITEMAN.

La documentation sur les stratégies devrait aussi être plus fournie pour accompagner les échanges d'expériences, a plaidé M. WHITEMAN.

Le monde avait besoin d'un forum comme Jomtien comme catalyseur pour parvenir aujourd'hui aux résultats de Dakar, a fait remarquer le ministre jamaïcain, estimant que la région des Caraïbes fera deux fois plus d'efforts durant les

Il s'est réjoui du fait que depuis Jomtien, un vent de volonté politique souffle sur le secteur de l'éducation qui bénéficie également d'un climat social plus propice à son épanouissement.

## Asie-Pacifique

## «Dakar nous a mieux sensibilisés»



La délégation Asie-Pacifique au Forum Mondial sur l'Éducation qui a clôturé ses travaux vendredi, s'est montrée satisfaite des réalisations du Forum. Elle a affirmé que contrairement à Jomtien, le forum de Dakar a réussi à sensibiliser au défi de l'Ept, pour laquelle les participants comprennent maintenant que c'est une tâche beaucoup plus difficile à réaliser qu'ils ne s'en étaient rendu compte à Jomtien.

Le Président du Comité de Rédaction pour la région Asie-Pacifique, Abhimanyu Singh, par ailleurs co-Secrétaire auprès du gouvernement indien au ministère de l'Éducation, a déclaré qu'aujourd'hui, les gens ont pris davantage conscience de la nature des défis que comporte la réalisation des objectifs d'Ept.

"Nous avons réalisé à présent qu'il faut que tout le monde – donateurs, agences internationales, société civile et gouvernements, œuvre réellement ensemble. La tâche majeure reste maintenant celle de l'engagement politique vis-à-vis des objectifs de l'Ept, et on se rend compte que sur ce plan là, les gouvernements ont encore beaucoup à faire," a déclaré Singh.

Toujours selon lui, le Forum a pu se concentrer sur des domaines qui demandent une attention spéciale, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie. Ce sont, entre autres, l'éducation des filles, les enfants en difficulté, tels que les handicapés et ceux qui sont géographiquement isolés et affectés par les déplacements à cause des guerres civiles.

Singh a affirmé que le Forum a réalisé que la mise en œuvre des objectifs de l'Ept n'était pas seulement du ressort des gouvernements, mais dépendait aussi de la participation sérieuse de partenaires internationaux tels que les donateurs et les organisations non gouvernementales au suivi des programmes d'Ept.

Je pense que nous avons réalisé les objectifs de la conférence. C'est une conférence qui met beaucoup l'accent sur l'éducation en tant que droit humain de tous les enfants et citoyens, sur le VIH/SIDA et les mesures pour y faire face, ainsi que des programmes destinés à promouvoir la compréhension mutuelle, la paix et le développement. Désormais, nous apprendrons par l'expérience," a déclaré Singh.

Au nombre des objectifs et stratégies pour la réalisation des buts et cibles de la région Asie-Pacifique pour 2015 figurent les soins à la petite enfance et l'éducation de la petite enfance, l'éducation de base pour tous, les programmes d'apprentissage et de qualifications de base, les performances scolaires, l'alphabétisation et la formation permanente, ainsi que l'éducation des femmes et des jeunes filles et l'élimination des disparités homme-femme.